

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 8 décembre 2021
(Convocation du 1^{er} décembre 2021)

Aujourd'hui, le huit décembre deux mille vingt et un à 14h, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence conformément à la loi n° 2021-1465 du 10 novembre 2021, sous la présidence de Monsieur Paul Carrère

Conseillers en exercice	
• Nombre	53
• Voix	322
Présents	
• Nombre	32
• Voix	208
Pouvoirs	
• Nombre	1
• Voix	1
Majorité simple selon article 11.2 des statuts	

Suffrages exprimés	
Pour	
• Nombre	33
• Voix	209
Contre	
• Nombre	0
• Voix	0
Abstention	
• Nombre	0
• Voix	0

Etaient présents :

- Pour les Départements membres : Mme Isabelle Antier, Mme Nathalie Barrouillet, Mme Agathe Bourretère, Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, Mme Véronique Thirault, M. Jean Arriubergé, M. Paul Carrère, M. Damien Delavoie, M. Charles Pelanne, M. Bernard Pouban, M. Frédéric Ré, M. Bernard Verdier
- Pour la Région membre : M. Éric Sargiacomo
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Bernard Kruzynski
- Pour les communautés de communes membres : Mme Isabelle Nogaro, M. Jean-Yves Arrestat, M. Philippe Baron, M. Francis Betbeder, M. Philippe Brethes, M. Philippe Castets, M. Jean-Emmanuel Dargelos, M. Didier Gaugeacq, M. Patrick Maunas, M. Laurent Nolibois, M. Jean-Pierre Rémy,
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Daniel Arribère, M. Michel Chanut, M. Jean-Jacques Dané, M. Christian Ducos, M. Bernard Labadie, M. Bernard Lougarot

Etaient excusés et avaient donné procuration :

- Pour les communautés de communes membres : Mme Pascale Réquenna

Etaient excusés :

- Pour les Départements membres : M. Pierre Brau-Nogué, M. Thierry Carrère, M. Gérard Castet, M. René Castets, M. Julien Dubois, M. Francis Dupouey, M. Marc Saint-Estevan
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Philippe Castel
- Pour les communautés de communes membres : Mme Christine Fournadet, M. Pierre Cazères, M. Michel Cuyaubé, M. Pierre Lajus, M. Denis Lanusse, M. Philippe Latry, M. Jean-Michel Le Bihan, M. Jean-Marc Lescoute, M. Christophe Pugnetti
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Michel Bareyt, M. Antoine Lequertier, M. Didier Sakellarides

Secrétaire de séance : Mme Céline Salles



OBJET : Ressources humaines / Création d'un emploi non permanent (contrat de projet) pour la mise en œuvre du projet de territoire de gestion de l'eau du Midour et l'élaboration du projet de territoire de gestion de l'eau de la Douze (art. 3 II de la loi 84-53 du 26 janvier 1984)

Exposé des motifs :

Monsieur le Président expose à l'assemblée délibérante que, dans le cadre des projets de territoire de gestion de l'eau prévus par l'instruction du Gouvernement du 7 mai 2019, il convient de créer un emploi non permanent d'ingénieur afin, d'une part, de mener à bien la mise en œuvre et de suivi du plan d'action du PTGE Midour approuvé par le préfet coordonnateur de bassin Adour-Garonne et, d'autre part, de lancer l'élaboration du processus de co-construction du PTGE Douze.

Afin d'assurer les missions décrites ci-dessous, il est nécessaire de créer un emploi non permanent à temps complet (35/35^{ème}) du grade d'Ingénieur (catégorie A - filière technique), pour mener à bien le projet ou l'opération suivante :

- mise en œuvre et suivi du plan d'action du PTGE Midour approuvé par le préfet coordonnateur de bassin Adour-Garonne en juillet 2020,
- conduite de l'élaboration du processus de co-construction du PTGE Douze.

Ce contrat de projet est ouvert, à compter de 2022, à date de signature, pour une durée de trois ans.

À défaut, le contrat prendra fin après un délai d'un an minimum si l'opération ne peut pas être réalisée ou si le projet ou l'opération a été atteint. Le contrat sera renouvelable par reconduction expresse lorsque le projet ou l'opération prévue ne sera pas achevé au terme de la durée initialement déterminée. La durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans.

L'agent recruté sur cet emploi sera chargé d'assurer les missions suivantes :

- mise en œuvre du PTGE Midour :
 - animer, assurer la concertation du projet pour favoriser et suivre la mise en œuvre du plan d'actions ;
 - accompagner administrativement les acteurs et les maîtres d'ouvrage pour la réalisation des actions ;
 - assurer l'animation agricole des actions d'économie d'eau, de solution par la nature et de changement de pratiques ;
 - organiser, préparer les réunions de comité techniques, comité de suivi PTGE, groupes de travail, ateliers de concertation, réunions publiques et réaliser les comptes rendus ;
 - coordonner les bureaux d'études et prestataires extérieurs ;
 - construire et suivre un tableau de bord des actions PTGE ;
 - assurer une veille globale, réglementaire, sociale, économique, qui pourrait impacter le PTGE ;
 - mener des actions de communication sur le territoire ;
 - travailler en liens étroits avec l'animation du SAGE Midouze et participer aux instances en lien avec le PTGE ;
 - participer en tant que de besoin aux autres actions de l'EPTB.
- élaboration co-construction du PTGE Douze :
 - initier et élaborer, en lien avec les acteurs locaux, la démarche de co-construction ;
 - assurer l'animation et la concertation générale avec les acteurs locaux ;
 - assurer un rôle de prévention des conflits et médiations entre les acteurs ;
 - assurer les remontées d'informations de terrain sur l'avancée des discussions, les problématiques émergentes ainsi que les points forts et freins dans l'avancée du processus ;
 - organiser et animer les ateliers de concertation et des réunions publiques en partenariat avec les prestataires extérieurs ;
 - élaborer des cahiers des charges, coordonner et suivre les bureaux d'études et prestataires extérieurs ;
 - rédiger les synthèses d'échanges, synthèses pédagogiques d'études et du diagnostic du territoire puis du programme d'actions du PTGE ;



- assurer les actions de communication du PTGE ;
- travailler en liens étroits avec l'animation du SAGE Midouze et participer aux instances en lien avec le PTGE ;
- participer en tant que de besoin aux autres actions de l'EPTB.

Le niveau minimum requis pour postuler à cet emploi est le suivant : formation supérieure (Bac +4 ou Bac+5) en agriculture, agronomie, agroécologie.

L'agent recruté sera rémunéré sur l'indice brut 518 correspondant à un emploi de catégorie A.

L'agent contractuel ne pourra être recruté qu'à l'issue de la procédure de recrutement décrite au chapitre 1^{er} du décret n°2019-1414 du 19 décembre 2019, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.

Le recrutement de l'agent se fera par contrat de travail de droit public conformément à l'article 3 II de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, article 3 II,

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 modifié relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir les emplois permanents de la fonction publique ouverts aux agents contractuels et notamment son chapitre 1^{er},

Vu le décret n°2020-172 du 27 février 2020 relatif au contrat de projet dans la fonction publique,

LE COMITE SYNDICAL

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

DECIDE

Article 1

- de créer un emploi non permanent à temps complet (35/35ème) du grade d'Ingénieur (catégorie A), pour mener à bien le projet ou l'opération suivante : mise en œuvre du PTGE Midour et élaboration du PTGE Douze,
- que l'agent recruté sera rémunéré sur l'indice brut 518 correspondant à un emploi de catégorie A,
- que le recrutement de l'agent se fera par contrat de travail de droit public d'une durée de trois ans conformément à l'article 3 II de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984,
- que les crédits nécessaires à la rémunération de l'agent nommé et aux charges sociales s'y rapportant seront inscrits au budget aux chapitre et article prévus à cet effet,
- que le président est chargé de procéder aux formalités de recrutement

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.



Fait et délibéré le 8 décembre 2021 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRERE